

**ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE 29 juillet 2021 – 30 septembre 2021**

***Projet de décision établissant les règles de calcul du mécanisme de péréquation entre entreprises de presse prises en application du 3° de l'article 18 de la loi n° 47-585 modifiée (dite loi Bichet)***

CONTRIBUTION PUBLIQUE

CELIN s'étonne, en premier lieu, de la synthèse qui est faite par l'ARCEP de la consultation publique de décembre 2020. La contribution de CELIN, pourtant bien mentionnée, n'est pas fidèlement restituée. A aucun moment la synthèse réalisée par l'ARCEP ne fait état de la forte opposition de CELIN à ce système de péréquation des surcoûts de distribution de la PQN. CELIN, dans sa contribution, en demandait expressément l'arrêt immédiat.

En effet, à l'heure d'Internet et d'un accès rapide et immédiat à l'information de qualité des principaux quotidiens, par ailleurs de la progression nette de leurs audiences digitales constatées depuis 2018, CELIN s'étonne que les enjeux de péréquation et d'accompagnement des éditeurs de magazines, notamment les éditeurs indépendants, soient encore d'actualité.

CELIN renouvelle:

- son opposition à ce système de péréquation ;
- **sa demande de l'arrêt immédiat de ce mécanisme de péréquation**, qui pourrait passer par l'application d'un pourcentage nul de la péréquation dans un premier temps, puis sa suppression totale des textes et des décisions.

**Si ce mécanisme de péréquation n'était pas arrêté, CELIN souhaite que son impact soit à tout le moins minimisé pour les éditeurs indépendants, que soit pris en compte la contribution des fournisseurs d'accès internet, qui bénéficie de l'essor des audiences digitales.** En effet, et en parallèle, le mécanisme de calcul devrait ainsi prendre en compte la réduction du nombre contraintes et la diminution du périmètre de la chaîne de distribution.

Pour plus de détails sur la position de CELIN, voir en annexe de la présente contribution sa note de février 2021.